

# **EXPOSE A LA REUNION NATIONALE ANNUELLE DU MOUVEMENT "POURSUIVRE" GUIDEL PLAGES, 30 SEPTEMBRE 2003**

Bertrand de Largentaye

## **LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'EUROPE APRES L'IRAK**

### **INTRODUCTION**

- "Le lien transatlantique est irremplaçable. De sa force dépend une grande partie de la sécurité du monde. De l'équilibre de cette relation dépend l'efficacité de la lutte commune contre les menaces. De sa maturité dépend l'approfondissement des liens entre l'UE et l'alliance atlantique." Ce sont les mots du Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, secrétaire général du Conseil, Javier SOLANA. On ne saurait mieux dire.
- Cette relation traverse aujourd'hui une crise. Du côté européen on est passé de l'élan de solidarité qui a suivi le 11 septembre, où "Le Monde" titrait "Nous sommes tous Américains", à une attitude de désenchantement, de désaffection, résultant d'une perte de crédit de l'administration américaine.
- Dans leur psychologie post 11septembre, l'opinion publique américaine, elle, ne se fait pas une haute idée de l'Europe, ce que traduit bien le succès de la thèse du néo conservateur Robert KAGAN, opposant la position "vénussienne" du Vieux Continent à celle, "marsienne", du Nouveau. La principale différence entre les Etats-Unis et l'Europe en matière de politique étrangère aurait trait aux conditions du recours à la force. Selon Robert KAGAN "quand on est puissant on agit, quand on est faible on s'en remet à la négociation et au droit", ce qui, au fond, n'est pas très différent du mot de LACORDAIRE "entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère".
- De fait l'idée d'un partage des responsabilités entre les deux rives de l'Atlantique, avec l'émergence d'une Europe puissance civile, qui fait figure de "soft power", complément utile et nécessaire du "hard power" américain fait son chemin.
- Il faut souligner aussi qu'il est peu de domaines où Etats-Unis et Union européenne parlent d'égal à égal, pour coopérer ou rivaliser. C'est bien le cas, cependant, en matière commerciale. Nous venons d'assister à l'échec de la réunion à mi-parcours du cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha, à Cancun. De l'avenir de la relation transatlantique dépend l'avenir de la mondialisation et, plus précisément, l'espoir d'une mondialisation maîtrisée.

- La fréquence des réunions annuelles au plus haut niveau entre représentants des Etats-Unis et de l'Union européenne vient d'être réduite de moitié : il n'y en aura plus qu'une. Est-ce un signe ? Nous verrons successivement
  - que la guerre en Irak a montré que l'Europe n'avait pas de politique américaine
  - que le caractère durable ou non de la nouvelle politique européenne des Etats-Unis sous George W.BUSH n'apparaît pas encore clairement
  - et, enfin, que l'avenir des relations transatlantiques dépend de la réponse qui sera apportée à trois questions

\*

\*       \*

## **I. LA GUERRE EN IRAK A MONTRE QUE L'EUROPE N'AVAIT PAS DE POLITIQUE AMERICAINE**

- La crise irakienne a révélé les fractures profondes qui opposent les différentes conceptions européennes de la relation transatlantique. Le projet de traité constitutionnel de la Convention sur l'avenir de l'Europe et le document stratégique présenté par M. SOLANA à Salonique ont été influencés, l'un comme l'autre, par les leçons de la guerre, mais ce n'est pas pour autant que l'on parviendra à formuler une véritable politique étrangère et de sécurité commune (PESC), ni une véritable politique européenne de sécurité et de défense (PESD), ni une véritable politique américaine de l'Union européenne : dans ce domaine l'avenir semble être à la différenciation plus qu'à l'unité.

### **A. La crise irakienne a révélé les différentes conceptions européennes de la relation transatlantique**

- En janvier, Français et Allemands ont fait une déclaration commune sur l'Irak et sur le rôle des Nations unies dans ce pays. Cette déclaration sur une crise plutôt que sur des institutions était sans précédent et a été très mal vécue par l'Italie et par l'Espagne qui ont considéré cette initiative comme illégitime.
- De fait, les visions de l'avenir diffèrent d'un pays européen à l'autre et les nouveaux arrivants, qui rejoindront les rangs de l'Union en mai prochain, ne partagent pas la conception de l'Europe future des six pays fondateurs. Pour ce qui est de la politique de sécurité et de défense, on s'interroge toujours pour savoir où elle doit se situer par rapport à l'OTAN.

1. Les visions différentes de l'avenir de l'Europe et de l'avenir du monde et, par conséquent, de la relation transatlantique, s'ordonnent autour de concepts comme ceux d'Europe espace et d'Europe puissance ou de multipolarité et de multilatéralisme.

\*Le projet français d'une Europe puissance correspond à une Europe qui, moyennant un sursaut, parviendrait à surmonter ses contradictions, mais il s'agit là d'un modèle qui n'a pas vraiment cours en dehors de l'hexagone

\*La multipolarité, pour désigner le monde de demain, est une expression qui a la faveur de la France et qui a le don d'exaspérer l'administration américaine actuelle; plusieurs penseurs américains, influents dans l'entourage de George W.BUSH, défendent en effet l'idée selon laquelle nous nous trouvons désormais dans un monde unipolaire, un monde où «qui n'est pas avec nous est contre nous », et que l'équilibre correspondant est à la fois stable et satisfaisant ; c'est le cas de Charles KRAUTHAMMER qui juge que la liberté d'action des Etats-Unis ne doit pas se trouver entravée par le droit international et par le jeu des alliances ; les Etats-Unis se conduisent de manière bienveillante («benign ») ce qui suffit à justifier qu'ils se situent au-dessus des lois, dans une logique hobbesienne.

\*La multipolarité n'est pas la même chose que le multilatéralisme, expression qui a la préférence des Européens en général, y compris des Britanniques, et qui correspond à un ordre mondial qui met en valeur les petits pays.

2. Les pays d'Europe centrale ont choisi l'Europe pour leur avenir économique et leur modèle de société, mais ils ont choisi l'Amérique pour leur sécurité

\*Le modèle de société européen, où l'Etat assume des fonctions de protection sociale et de redistribution économique et où la violence est moins présente dans la vie quotidienne, ne serait-ce que parce que le port d'armes est réglementé, semble mieux convenir aux futurs Etats-membres que le modèle de société américain, mais dès qu'il s'agit de défense le réflexe n'est pas le même.

\*L'élargissement ne facilitera pas la naissance d'une PESC autonome

3.La PESD à l'intérieur ou à l'extérieur de l'OTAN ?

\*Pour les Etats-Unis la poursuite de l'œuvre d'unification européenne n'est concevable que dans le cadre euro-atlantique

\*Les Etats-Unis et plusieurs pays européens ont toujours regardé avec suspicion le concept d'identité européenne de sécurité et de défense, à tel point que certains observateurs de l'actualité en sont venus à s'interroger sur l'opportunité d'une déclaration d'indépendance de l'Europe.

\*On peut se demander quel sens il convient d'attribuer à la création par l'OTAN d'une force multinationale d'intervention rapide peu après la création par l'UE de sa propre force chargée du même type de mission.

## **B. Le projet de traité constitutionnel de la Convention sur l'avenir de l'Europe et le document stratégique européen ont été influencés par les leçons de la guerre...**

1. Rappelons que le projet de traité constitutionnel prévoit la création d'un ministre des affaires étrangères de l'Europe qui chevauchera les deux institutions exécutives puisqu'il sera ex officio vice-président de la Commission européenne.

2. Rappelons aussi que la conférence intergouvernementale qui se réunit dans quatre jours pour amender et approuver le projet de traité constitutionnel verra les représentants de vingt-cinq pays siéger autour de la table;

3. La stratégie de défense commune de SOLANA tente un rapprochement avec les Etats-Unis en usant d'un langage ferme et en intégrant des préoccupations de politique étrangère américaine, au sujet des armes de destruction massive par exemple

\*Il est d'ores et déjà assez clair que l'Europe ne s'opposera jamais frontalement aux Etats-Unis; toute proposition en ce sens conduirait à son éclatement et rendrait de ce fait une politique commune impossible.

## **C. mais ce n'est pas pour autant que l'on débouchera sur une véritable PESC: l'avenir en ce domaine est plutôt à la différenciation qu'à l'unité**

\*L'option PESC-PESD à l'échelle de toute l'Union européenne n'est pas réaliste : à ce niveau il faut s'attendre tout au plus à des actions communes.

\*L'une des divisions les plus profondes a trait à la relation transatlantique: la France et le Royaume-Uni n'ont pas tiré les mêmes leçons de l'expédition de Suez.

1. Les déséquilibres en termes de moyens de part et d'autre de l'Atlantique

\*L'UE (Communauté + Etats-membres) dispose de 45 000 diplomates, deux fois plus que les Etats-Unis

\*Le budget de la défense américain approche les \$ 500 M, nettement plus que la moitié des dépenses militaires mondiales.

\*En 2003- 2004 la dépense militaire européenne ne représentera que 35 % de celle des Etats-Unis, contre encore 60% il y a deux ans seulement; en recherche- développement militaire l'Europe dépense cinq fois moins que les Etats-Unis.

2. Le stade intermédiaire atteint par la construction européenne, avec l'euro mais sans véritable politique étrangère commune, contribue sans doute à expliquer la vivacité des réactions européennes rencontrées par la politique irakienne des Etats-Unis.

- Un des commentateurs les plus avisés de l'actualité européenne (FR) a écrit :

*"Si l'euro n'avait pas existé, la France n'aurait pas eu la possibilité de prendre la position qui a été la sienne dans l'affaire de l'Irak car les milieux financiers américains et internationaux auraient pu facilement déclencher une attaque contre le franc français en provoquant sa dévaluation et des troubles économiques dévastateurs; avec l'euro de telles manœuvres ne sont plus possibles; il a mis les pays participants à l'abri des tempêtes monétaires périodiques que l'Europe connaissait il y a quelques années, dont les répercussions étaient dévastatrices pour la cohésion économique, politique et même psychologique de l'Union; la monnaie unique représente une base indispensable pour les évolutions en matière de politique étrangère et de politique de défense commune auxquelles certains Etats-membres tiennent fermement; ce n'est pas un hasard si les peuples et les pays les plus réticents à l'égard de l'euro sont aussi les plus réticents à l'égard de ces évolutions".*

\*D'un autre côté il faut bien admettre que si une politique étrangère véritablement commune avait existé, elle se serait dessinée autour d'un plus grand dénominateur commun beaucoup plus proche des positions américaines que ne le furent les positions française et allemande.

3. La différenciation qui, de plus en plus, apparaît comme l'avenir de la construction européenne en matière de politique étrangère et de défense, devrait se réaliser autour d'un axe franco-allemand

\*L'Irak a précipité l'évolution de l'opinion publique allemande: 81% des Allemands considèrent désormais l'UE comme plus importante pour leurs intérêts vitaux que les Etats-Unis, contre 55% il y a un an seulement; l'opinion inverse était tenue par 20% de la population en 2002 et par 3% seulement en 2003. 70% des Allemands contre 48% en 2002 souhaitent que l'UE devienne une superpuissance comparable aux Etats-Unis.

\*Le couple franco-allemand aura sans doute un rôle primordial à jouer dans tout projet de différenciation.

## II. LA POLITIQUE EUROPEENNE DES ETATS-UNIS SOUS GEORGE W. BUSH DOIT-ELLE S'ANALYSER COMME UN ACCIDENT DE PARCOURS OU CORRESPOND-ELLE A UNE INFLEXION PROFONDE ET DURABLE?

- On peut essayer de caractériser cette politique; Richard HAASS, lorsqu'il était à la tête du Policy Planning, l'équivalent du centre d'analyse et de prévision au département d'Etat, a mis au point la doctrine du multilatéralisme à la carte, qui fait appel à des coalitions de circonstance (d'où le "cherry picking"), ce que Paul WOLFOWITZ, secrétaire adjoint à la défense, a exprimé succinctement en déclarant que "c'est la mission qui fait la coalition". Les coalitions doivent réunir des volontaires pour accomplir la mission ("coalition of the willing"). La

stratégie de sécurité nationale de l'automne 2002 met en avant l'emploi préventif de la force, en renonçant ainsi aux deux piliers stratégiques traditionnels du consensus transatlantique en matière de politique étrangère, à savoir l'endiguement ( la doctrine du "containment" formulée par Dean ACHESON et George KENNAN ) et la dissuasion. On notera encore que la politique étrangère des Etats-Unis paraît largement orchestrée par le Pentagone: Colin POWELL a été très facile à manipuler dans la mesure où il n'avait pas de pensée stratégique à long terme.

- L'attitude à l'égard de la construction européenne se modifie. Il faut rappeler tout ce que la construction européenne doit aux Etats-Unis. KENNEDY s'était référé à un partenariat avec l'Europe, qui devait être traité sur un pied d'égalité complète. CLINTON espérait voir l'Europe devenir un partenaire fort et égal.
- Nous examinerons dans cette partie la thèse de la dérive des continents, l'antithèse faisant ressortir ce que l'administration BUSH a d'exceptionnel, voire d'anormal, pour déboucher sur une synthèse où cette présidence apparaîtra comme particulièrement vulnérable.

## **A. Les indices d'une dérive des continents**

- Ils ont été mis en lumière, notamment, par une étude du German Marshall Fund, un centre de recherche américain qui œuvre à renforcer les liens entre les deux rives de l'Atlantique. L'étude a été réalisée du 10 au 25 juin.

1. L'évolution des indicateurs démographiques et le changement de la géographie politique des Etats-Unis figurent au premier rang de ces indices

\*Les nouveaux immigrants d'Amérique latine et d'Asie sont moins sensibles aux affaires Européennes que leurs aînés de la côte Est et sur de nombreux problèmes de société leurs réflexes sont conservateurs.

\*Le poids accru du Sud, avec ses traditions et sa culture militaires et la concentration qu'on y trouve de centres de production du complexe militaro-industriel traduit un changement de la géographie politique des Etats-Unis.

\*On peut se demander si une nouvelle analyse de la politique étrangère, et, en particulier, de la relation transatlantique, qui serait commune aux deux grands partis ne serait pas en train de voir le jour.

\*Cela dit le peuple américain n'est pas impérialiste : on ne compte certainement pas plus de 10% de néo conservateurs dans ses rangs et même la conception jacksonienne de la politique étrangère, pour reprendre la typologie de Walter Russel MEAD, qui correspond au tempérament du président et qui était la réponse naturelle à l'attaque du 11 septembre, ne peut se prévaloir de représenter l'opinion majoritaire.

2. Le deuxième signe d'une dérive des continents est le fait que, depuis 1989, l'Europe ne fait plus partie de la ligne avancée de défense des Etats-Unis; l'Europe n'a plus d'intérêt stratégique pour les Etats-Unis

\*L'alliance permanente n'est plus nécessaire et l'alliance atlantique n'est plus qu'une option parmi d'autres.

\*L'Europe est devenue une zone stratégiquement marginale pour les Etats-Unis; ceux-ci n'ont plus d'intérêt stratégique à l'unification de l'Europe; les Etats-Unis peuvent très bien désormais jouer la cassure de l'Europe; il semble bien du reste qu'ils aient effectivement adopté une stratégie de division active de l'Europe.

3. Le troisième signe est simplement le fossé grandissant entre la richesse des Etats-Unis et celle de l'Europe.

\*Depuis quinze ans au moins les taux de croissance de part et d'autre de l'Atlantique ont tourné à l'avantage des Etats-Unis, ce qui se traduit aujourd'hui par une différence de richesse appréciable.

## **B. Les arguments contraires, faisant valoir le particularisme marqué de l'équipe qui entoure George W. BUSH et de sa conception de la relation transatlantique, et laissant présager un retour à la normale après cette présidence**

1. On relèvera d'abord le caractère fortement idéologique de l'administration BUSH : les néo conservateurs au pouvoir au Pentagone

\*Les néo conservateurs sont des révolutionnaires, hostiles au statu quo: ils veulent changer l'ordre du monde et en particulier la carte du Moyen Orient.

\*Chez eux le sens de la mission l'emporte sur celui du respect des normes du droit international; un des leurs, Richard PERLE, lorsqu'il présidait le Defense Policy Board, s'est prononcé pour la mort de l'ONU.

\*Qui sont-ils? Souvent d'anciens libéraux, au sens américain du terme, venus du parti démocrate, et persuadés que le fond du problème israëlo-palestinien est le manque de démocratie dans les pays arabes; ils sont passés dans le camp républicain à la fin des années 1970

\*Depuis le début, un manichéisme religieux est une des caractéristiques de la présidence BUSH: on se souviendra de la référence à l'"axe du mal" dans le discours sur l'état de l'union de janvier 2001.

\*L'Irak marque un écart par rapport à une norme de modération, vertu morale et politique, qui existait jusque là dans les démocraties occidentales : l'expédition irakienne avait d'abord un caractère idéologique.

2. L'unilatéralisme et la dénonciation des traités ne semblent pas non plus devoir devenir des traits permanents de la politique américaine,...

\*même s'il est vrai que George WASHINGTON, dans son discours de départ, avait mis en garde ses concitoyens contre les dangers, pour la liberté d'action des Etats-Unis, des traités internationaux.

\*Condoleezza RICE a repris cette idée dans un article de "Foreign Affairs", publié il y a trois ans, dénonçant le caractère trop contraignant des traités.

\*Parmi les victimes de cette attitude unilatéraliste, citons le protocole de Tokyo sur l'environnement ( protection de la couche d'ozone par une réglementation des émissions de gaz à effet de serre ), le traité sur les essais nucléaires, le tribunal pénal international et la convention sur les armes biologiques.

3. Enfin il y a longtemps que l'on n'a pas vu des liens aussi étroits, certains diraient incestueux, entre gouvernement et industrie, au point que les commentateurs de l'actualité sont aux aguets pour dénoncer les confusions et les conflits d'intérêt

\*Cela est particulièrement vrai s'agissant des secteurs de l'armement et de l'énergie.

\*On pense à Charles WILSON qui, au début des années EISENHOWER, avait déclaré que ce qui était bon pour la General Motors, compagnie au destin de laquelle il avait présidé, ne pouvait qu'être bon pour les Etats-Unis.

\*On doit encore se référer, pour étayer la thèse, ou plutôt, ici, l'antithèse, de l'accident de parcours, à la lettre de démission de l'ancien ministre britannique aux relations avec le parlement, Robin COOK, où il affirmait qu'il ne pouvait imaginer que la guerre en Irak aurait eu lieu si le président des Etats-Unis s'était appelé Al GORE.

### **C. La perte de crédibilité du président BUSH**

- Le président BUSH est peut-être en train d'assister en ce moment à une montée des périls due à la perception grandissante par le peuple américain que les hostilités en Irak ont résulté d'un abus de confiance.

1. les raisons invoquées pour justifier l'invasion ne résistent pas à l'examen

- On sait ce qu'il en a été des armes de destruction massive.
- La liaison entre le régime de SADDAM et Al Qaeda a toujours relevé de la plus haute fantaisie ; SADDAM était un apostat pour les intégristes d'Al Qaeda et sa conception laïque de la société, tout comme sa conception du rôle de la femme, n'appelaient que réprobation de leur part ; l'administration BUSH, avec à sa tête Donald RUMSFELD, a cependant réussi à convaincre une majorité de ses concitoyens que les deux étaient liés ; la concentration de

la propriété des média lui a facilité la tâche et, de façon plus générale, a permis d'offrir une vue très partielle de la guerre.

- Enfin, qui devait croire à la menace immédiate pour la sécurité des Etats-Unis représentée par le régime de SADDAM, un des deux seuls motifs reconnus par la Charte de l'ONU pour justifier le recours à la force ? Le changement de régime, lui, n'a jamais figuré dans cette base du droit international comme un motif légitime de guerre.

2. devant le scepticisme engendré par ces prétendus motifs, on a fait valoir une autre raison, ayant trait à la fiabilité, ou à l'absence de fiabilité de l'Arabie Saoudite

- L'Arabie Saoudite, traditionnellement l'allié le plus fidèle des Etats-Unis dans la région, ne serait plus un allié sûr ; ses ressortissants figuraient en nombre parmi les auteurs des attentats du 11 septembre et ses financements ont permis le développement de nombreuses organisations extrémistes.
- Pour assurer l'avenir de leur approvisionnement pétrolier, les Etats-Unis, ne pouvant plus compter sur l'Arabie, devaient se tourner vers le second exportateur, l'Irak.
- Cette manière de voir est intéressante mais elle présente une faiblesse : elle est, pour l'essentiel, une manière de voir postérieure au 11 septembre. Or le renversement du régime de Bagdad faisait partie des objectifs de l'administration BUSH avant le 11 septembre, et c'était au demeurant un objectif partagé par d'autres, comme KISSINGER et BRZEZINSKI.
- Pour ce qui est des néo-conservateurs, Saddam HUSSEIN était dans leur ligne de mire depuis vingt-cinq ans. Les personnes qui visaient un changement de régime à Bagdad depuis un quart de siècle occupent aujourd'hui des postes de responsabilité dans l'administration de George W. BUSH. Richard PERLE, Paul WOLFOWITZ, John BOLTON, sous secrétaire d'Etat pour le contrôle des armements et la sécurité internationale, Douglas FEITH, sous secrétaire à la défense chargé de la politique, et Elliot ABRAMS, directeur du bureau des affaires du Proche-Orient au Conseil national de sécurité, présentent la caractéristique d'avoir noué des relations étroites avec le Likoud ses dirigeants, NETANYAHOU et SHARON.

3. on peut s'interroger sur une troisième hypothèse, selon laquelle...

- c'est la sécurité d'Israël qui serait à l'origine de l'invasion américaine de l'Irak. Autant SADDAM n'a jamais représenté de menace pour la sécurité des Etats-Unis, autant il en a représenté une pour Israël. On se souviendra du bombardement du réacteur Osirak par l'aviation israélienne. Les familles palestiniennes des kamikazes auteurs d'attentats en Israël recevaient, semble-t-il, des indemnités de Bagdad.

- L'Irak et le parti Baas ont toujours été les ennemis jurés d'Israël : si l'on accepte qu'Israël fait partie du périmètre de sécurité des Etats-Unis, alors le puzzle commence à prendre forme.

### III - TROIS CLEFS DE L'AVENIR DE LA RELATION TRANSATLANTIQUE

- Le conflit israélo-palestinien, les élections présidentielles américaines de l'an prochain et, enfin, la relation économique entre les Etats-Unis et l'Europe contribueront à déterminer l'avenir de la relation transatlantique.

#### A. Israël-Palestine : c'est le seul sujet de relations internationales où l'on constate une vraie divergence de part et d'autre de l'Atlantique

##### 1. l'appui inconditionnel des Etats-Unis à Israël

- Les Etats-Unis s'interdisent d'exercer toute pression sérieuse sur Israël, quel que soit son gouvernement.
- Le sénateur FULBRIGHT, qui a longtemps présidé la commission des affaires étrangères du Sénat, disait dans son ouvrage «Le prix de l'empire » (1989)

*«Notre problème fondamental est que nous avons perdu notre liberté d'action au Moyen Orient. Nous avons pris des engagements qui se traduisent par des politiques qui ne servent ni notre intérêt national ni la cause de la paix. Le comité des affaires publiques américano-israélien (AIPAC, selon son sigle anglais), avec les organisations qui lui sont rattachées, détient le contrôle opérationnel effectif du processus électoral.»*

2. la relation étroite unissant l' »establishment » des affaires étrangères américain à Israël s'est longtemps développé à l'ombre des partis démocrate et travailliste ; elle emprunte aussi désormais le canal des partis républicain et Likoud

- Le parti de droite israélien bénéficie du soutien de fondamentalistes protestants, qui constituent une aile importante du parti républicain

3. les idées révolutionnaires des néo conservateurs américains passent mal dans les chancelleries européennes

- L'appellation est impropre ; les néo conservateurs sont des révolutionnaires plus que des conservateurs ; leur programme de politique intérieure présente certes des aspects conservateurs, mais, en matière de politique étrangère, leurs idées sont résolument impérialistes : le nouveau siècle doit être celui de l'Amérique ; certains veulent «fermer la parenthèse du multilatéralisme » ; R.PERLE veut que les Palestiniens se retrouvent en Jordanie ( ce qui n'est pas le cas de WOLFOWITZ, favorable à la création d'un Etat palestinien )

- Pour WOLFOWITZ, comme pour d'autres néo conservateurs, Israël ne pourra faire la paix qu'avec d'autres démocraties et l'impopularité des Etats-Unis tient au soutien qu'ils apportent à des régimes tyranniques

## **B. Les élections présidentielles de novembre 2004**

1. Selon les sondages, les questions de sécurité nationale seront déterminantes pour les prochaines élections présidentielles aux Etats-Unis, ce qui devrait jouer en faveur du président sortant

- George W. BUSH a réussi l'exploit de gagner les élections législatives à mi-mandat.
- La prochaine convention républicaine aura lieu le 11 septembre 2004 à New York.

2. Le président sortant demeure cependant vulnérable

- Pour les raisons déjà évoquées tenant au caractère peu convaincant des explications avancées pour justifier la guerre en Irak ( Abraham LINCOLN justifiait sa foi dans la forme de gouvernement démocratique avec ces paroles : « On peut tromper quelques personnes tout le temps, on peut tromper tout le monde un certain temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps » ); on notera que deux proches de BUSH père, le général Brent SCOWCROFT et l'ancien secrétaire d'Etat James BAKER, ont dénoncé dans la presse la guerre contre l'Irak.
- Parce que la machine à débattre s'est remise en route aux Etats-Unis, après dix-huit mois d'arrêt dus à la peur de ne pas paraître suffisamment patriotique
- Parce que le caractère rétrograde de la politique économique et sociale est mis en cause ( politique fiscale socialement régressive, politique budgétaire qui n'a jamais été aussi avantageuse pour le complexe militaro-industriel contre lequel un autre républicain, le président EISENHOWER avait pourtant mis en garde ses concitoyens le 16 janvier 1961, gestion des affaires sociales confiée pour partie au secteur caritatif lié aux églises...)
- Parce que les atteintes aux libertés publiques contenues dans la législation post 11 septembre (US Patriot Act...) vont finir par paraître insupportables ( rôle prévisible de l'ACLU, l'American Civil Liberties Union...)

## **C. La question de la relation économique future entre les deux entités**

1. L'Europe dans le rôle d'intendant de l'Amérique

- En bien des lieux de crise, les Etats-Unis ont pris l'habitude de décider et, le cas échéant, d'intervenir, en laissant l'intendance à l'Europe.

## 2. Le déficit de la balance des transactions courantes américaine

- Une situation où le pays le plus riche du monde vit à crédit et est devenu en même temps le pays le plus endetté du monde ne correspond pas à un équilibre stable et durable.
- La parité du dollar pourrait se trouver menacée à terme assez rapproché

## 3. Vers une mondialisation maîtrisée dans le cadre multilatéral d'un conseil de sécurité économique ?

\*

\*                      \*

## CONCLUSION

- Le problème fondamental de l'identité européenne est la question de sa relation avec les Etats-Unis. Ecoutons Thierry de MONTBRIAL :

*« Si nous continuons à rêver trop ouvertement de l'Europe européenne, c'est-à-dire une Europe puissance, contrepoids et donc rivale des Etats-Unis, la construction européenne tout entière basculera vraisemblablement dans le sens opposé, vers le modèle d'un espace géographique intégré sur le seul plan des sociétés civiles, et pour l'essentiel impuissant comme acteur du système international dans son ensemble. »*

- Le danger pour l'Europe vient de ce que l'administration BUSH cherche à appliquer de manière ouvertement sélective des principes qui sont aussi les nôtres, ce qui les décrédibilise : les Etats-Unis et leurs alliés les plus proches se dispensent sans vergogne d'appliquer des normes de droit qu'ils entendent voir respectées par les autres.
- Toute dilution de l'état de droit constitue une menace sérieuse pour la sécurité internationale ; la lutte contre le terrorisme a souvent servi d'antichambre à la dictature ;

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance**

Pierre HASSNER et Julien VAISSE (Ceri/Autrement, Paris 2003, 170 p.)

### **RAMSES 2003. Les grandes tendances du monde**

Dirigé par Thierry de MONTBRIAL et Philippe MOREAU DEFARGES (IFRI Dunod 2003, 375 p.)

### **Transatlantic Rift : How to Bring the Two Sides Together**

Charles GRANT (CEPR, 2003)

### **Après l'empire américain**

Emmanuel TODD (Gallimard, 2003)

### **La puissance et la faiblesse. Les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial**

Robert KAGAN (Plon, 2003)

### **The Price of Empire**

J.W.FULBRIGHT (Pantheon Books, 1989)

### **Special Providence**

Walter Russel MEAD (traduit en français sous le titre «La politique étrangère des Etats-Unis de 1776 à nos jours» chez Odile Jacob )

### **The Future of Transatlantic Relations      Restoring Trust and Building a New Partnership**

Fraser CAMERON and Mirjam DITTRICH (The European Policy Centre)

### **The Changing Paradigm of US Foreign Policy : Implications for Europe** (en préparation)

Timo BEHR (Notre Europe, 2003)